



## Auvergne-Rhône-Alpes

# Les programmes agricoles des

“ Réunis à Agrapote (Lyon), lundi 31 mai, les membres du Caf Auvergne-Rhône-Alpes\* ont convié les principales têtes de liste candidates aux élections régionales des 20 et 27 juin prochains à présenter leurs programmes pour l'agriculture régionale.

Après un tirage au sort effectué le matin même, elles se sont exprimées à tour de rôle, en visio-conférence. Elles ont chacune présenté en quinze minutes leurs intentions et ambitions en cas de victoire. ”

\* CAF : le Conseil de l'Agriculture Française d'Auvergne-Rhône-Alpes réunit les organisations professionnelles agricoles représentatives et mutualistes de la région : FRSEA, Jeunes Agriculteurs, La Coopération Agricole, Crédit Agricole, Groupama, MSA, chambre régionale d'agriculture.

Retrouvez les vidéos des candidats aux élections régionales sur la chaîne YouTube de L'Agriculture Drômoise : <https://www.youtube.com/channel/UCV3d-JyUzujDFConebMrlAw>

FABIENNE GRÉBERT / “L'Écologie, c'est possible” (EELV)

## “ Nous devons prioriser une alimentation produite, transformée et consommée ici ”

Nous avons une extrême diversité en Auvergne-Rhône-Alpes, une grande richesse issue de ce tissu d'agriculteurs, de vignerons et d'éleveurs, qu'il faut pérenniser tout en les encourageant dans l'évolution de leurs pratiques. L'objectif premier est de nourrir les habitants de la région avec une alimentation bio, locale et équitable. Pour cela, il faut penser « système », en prenant en compte non seulement les agriculteurs mais aussi la distribution, la transformation, l'éducation et la consommation. Nous devons orchestrer l'ensemble des politiques régionales autour de la question de l'agriculture et de l'alimentation. Par exemple, comment utiliser les déchets pour en faire des ressources, avec notamment la méthanisation, que certains d'entre vous ont déjà entrepris et que nous ne pouvons que soutenir. Il est intolérable que des agriculteurs ne puissent pas vivre correctement de leur métier et dépendent



en accompagnant, bien en amont des départs en retraite, la transmission à de jeunes agriculteurs.

### Il faut agir sur la formation

Pour cela, il faut agir sur la formation et faciliter le développement de filières pour les jeunes agriculteurs, les aider à trouver du foncier et qu'ils puissent être formés aux pratiques vertueuses comme l'AB. Mais cette dernière n'est pas une fin en soi, il y a aussi la permaculture, l'agroécologie et d'autres

pratiques sur lesquelles nous devons travailler. Il faut aussi des espaces tests sur lesquels les agriculteurs puissent commencer à exercer leur métier au sortir de leur formation. Concernant l'expérimentation, la recherche et l'innovation, à nous de développer des budgets pour faciliter l'adaptation de l'agriculture, notamment au changement climatique et à la préservation de la biodiversité. Je pense aussi que nous avons un vrai travail à mener avec les parcs naturels régionaux, qui peuvent être des alliés pour in-

tier des expérimentations et faciliter des levées de fonds européens. Nous devons aussi structurer nos filières : je ne peux pas comprendre qu'on ait assez de terre pour produire suffisamment d'alimentation pour nos 8 millions d'habitants et qu'on utilise de la viande d'Espagne ou de Pologne, nous devons prioriser une alimentation produite, transformée et consommée ici. ■

NAJAT VALLAUD-BELKACEM / L'Alternative (PS)

## “ Le fonds Impact avenir est l'outil le plus important dont nous nous doterons ”

Sur l'amont de la filière, nous estimons qu'il faut davantage accompagner les agriculteurs dans l'innovation et l'évolution des marchés. Pour ce faire, nous avons annoncé la mise en place d'un fonds d'investissement régional, le fonds « Impact avenir » qui aura une puissance de frappe d'1 milliard d'euros. C'est l'outil le plus important dont nous nous doterons. L'idée, c'est de pouvoir entrer en fonds propres au capital des entreprises pour financer notamment l'innovation agricole. Je pense aussi qu'il y a un gros travail à réaliser avec l'Inrae sur la valeur des modes d'élevage à l'herbe, par exemple. 10 % de notre budget agriculture-alimentation sera consacré à la recherche et à l'innovation pour l'adaptation au changement climatique. Autre sujet important : la nécessité de favoriser la segmentation de la production pour promouvoir les produits sous Siqo et améliorer la rémunération des agriculteurs. Si nous sommes élus, nous abonderons un fonds de réserve pour les aléas climatiques de 20 M€. Il permettra à la Région de jouer un rôle dans la refonte du système assurantiel. L'idée, ce n'est pas d'attendre à chaque fois que les drames se produisent. Nous avons aussi la volonté d'encourager la conversion en bio, notamment des cultures de céréales et de légumineuses.



### Un observatoire des prix pratiqués par la grande distribution

Sur l'aval de la filière, nous allons mettre en place un observatoire régional des prix pratiqués par la grande distribution en open data dont l'objectif sera de publier les vraies transactions et poursuivre l'esprit, pas forcément suivi, de la loi Egalim. Nous allons encourager la contractualisation entre l'éleveur et l'acheteur et favoriser l'émergence de coopé-

ratives à taille humaine et d'organisations de producteurs. Sur la décarbonation de l'agriculture, nous financerons des diagnostics personnalisés ainsi que la recherche de nouvelles pratiques agricoles. Notre intention est de négocier des programmes de gestion des espaces naturels pour économiser l'eau et limiter le recours à l'irrigation. Nous souhaitons, d'ici cinq ans, proposer 100 % de produits exclusivement locaux dans les cantines scolaires. Nous aurons des repas moins chers, notamment pour les familles les plus modestes, jusqu'à 1 € avec la prise en charge du différentiel par la Région. C'est une action que nous estimons à 50 M€ par an. Nous souhaitons aussi créer une foncière régionale, un outil qui nous permettra d'acquérir des terres pour y installer de nouveaux agriculteurs. Notre ambition est d'accompagner l'installation de 1000 nouveaux jeunes agriculteurs par an. ■

CÉCILE CUKIERMAN / “ Ensemble pour notre région ” (PCF, LFI)

## “ Le bien manger doit pouvoir être pour tous ”

La Région a besoin d'une politique publique qui accompagne chaque production dans son maintien et son développement. Pour y répondre nous avons ciblé trois grands enjeux : faire vivre décemment ceux qui travaillent la terre, nourrir les habitants de notre région, tout en évitant ce à quoi je suis sensible : la fracture sociale. Le bien manger doit pouvoir être pour tous. L'enjeu de l'aménagement du territoire est aussi indispensable. On a tous de nombreux exemples, là encore beaucoup dans nos territoires de montagne, de terres à l'abandon qui se referment, et donc de paysages qui ne sont plus entretenus. Pour la politique régionale des cinq ans à venir, je veux, tout d'abord, poursuivre et amplifier le maintien et l'accompagnement aux filières de qualité et inciter cette montée en gamme de nos exploitations. L'enjeu principal est celui d'assurer la transmission/reprise. Il y a de nombreux exemples de réussite dans notre région de fermes qui ont assuré la diversification de la reprise. Il faut accepter que demain sur une exploitation bovine, par exemple, le cheptel soit moins important, qu'il y ait d'autres productions qui puissent se développer sur des surfaces plus petites.

### Des réponses sur le réchauffement climatique

Nous avons aussi des réponses à apporter sur la problématique du réchauffement climatique. Je pense à la châtaigne en Ardèche mais aussi à la viticulture et à l'élevage de moyenne montagne. La Région ne pourra pas tout prendre en charge pour empêcher la catastrophe. A travers la problématique du gel noir, on voit bien que certaines espèces de vignes sont plus précoces que d'autres. La diversification des parcelles permet de limiter



les dégâts. Nous avons besoin de travailler en partenariat avec les chambres d'agriculture, la recherche, la profession pour accompagner les filières. Il s'agit d'agir davantage en amont que par des pratiques a posteriori - même si les aides sont nécessaires et permettent de compléter le manque à gagner. Nous avons un véritable travail à faire sur la main-d'œuvre saisonnière. Il y aurait besoin d'avoir des plateformes régionales pour sécuriser le parcours du saisonnier et des agriculteurs confrontés à des démarches administratives lourdes pour des embauches de quelques jours. Enfin, nous sommes favorables à un menu carné et à un menu végétarien dans les cantines scolaires. La question n'est pas d'imposer mais de proposer une offre diversifiée qui permette de sécuriser les débouchés des productions végétales mais aussi animales de notre région. ■

# candidats aux régionales 2021

ANDRÉA KOTARAK / Rassemblement National

## “ Ma priorité est de défendre nos produits, notre savoir-faire et notre identité ”

Notre région est riche par ses 77 AOP, par ses indications géographiques, ses AOC, et tout cela est menacé aujourd'hui, notamment par les traités de libre-échange. On se souvient notamment du CETA : de nombreux fromages par exemple n'ont pas été protégés par la Commission Européenne. Ma priorité est de défendre nos produits, notre savoir-faire et notre identité, car sans cela, nous n'arriverons pas à sauvegarder les emplois locaux non délocalisables sur l'ensemble de notre territoire. L'autre cap est sur l'autonomie et la souveraineté. Cela va être un enjeu global, qui sera lié à l'eau et au changement climatique. On le voit aujourd'hui, certains Etats commencent à acheter des terres agricoles dans d'autres pays. Il faut donc faire de l'agriculture une priorité nationale. Comment traduire cela à l'échelle régionale ? Je vais parler de l'épisode de gel d'avril, qui a été, en ce sens, marquant et a créé un effet de choc. D'abord, on a considéré que l'ensemble de la filière était concernée, à la fois les arboriculteurs et viticulteurs mais aussi les transformateurs et les saisonniers. Il y a eu un choc psychologique dans la population puisque ce gel a été général, il a frappé l'Espagne et la Grèce en passant par nous. Quand il y a un épisode tel que celui-ci, il n'y a rien dans les étalages de nos magasins.



### Reconnaitre l'agriculture comme d'utilité publique

Je crois qu'au niveau national, il faut reconnaître l'agriculture comme une activité d'utilité publique, revenir à un système de montants compensatoires pour les productions de qualité, locales, que les agriculteurs touchent au prorata de leurs ventes. C'est un cap à donner, y compris dans la région. Les collectivités locales, à travers leurs appels d'offres et les cantines, doivent privilégier les circuits courts, nos élevages, nos filières locales d'approvisionnement. Il faut changer la jurisprudence auprès des tribunaux pour contraindre et accompagner les collectivités dans cet approvisionnement local. Sur la question de l'énergie, que je ne sépare pas de celle de l'eau, je souhaite accompagner de A à Z les agriculteurs dans leurs projets de photovoltaïque, notamment flottant, car je ne souhaite pas qu'ils soient récupérés pas des investisseurs voutours, qui leur laissent l'usage du bâtiment tout en les privant d'un revenu confortable de production d'électricité. Même chose pour l'eau : l'électricité et le pompage, qui coûtent très cher, peuvent être atténués à travers le photovoltaïque. Il faut développer ce secteur ainsi que la recherche et le développement autour. ■

(Pour des raisons techniques, Andrea Kotarak s'est exprimé par téléphone)

CHANTAL GOMEZ / Lutte Ouvrière

## “ Ceux qui nourrissent le pays ne peuvent pas vivre de leur travail ”

Je conduis la liste Lutte ouvrière. Pour faire entendre le camp des travailleurs dans cette élection, je m'adresse à ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, qui n'exploitent personne et qui créent toutes les richesses de cette société. Les petits exploitants, les petits producteurs et tous les salariés agricoles qui comme les salariés sont victimes d'un système dominé par la dure loi du marché et une minorité de grands groupes, qu'ils soient de l'agro-business, de l'industrie ou de la grande distribution, sans oublier la finance et les banques. Je souligne au passage la complicité de l'Etat : les ministres, qu'ils soient de gauche ou droite, sont tous à genoux devant ces grands bourgeois du capital. Ce système nous mène droit au mur. Les grands groupes comme Lactalis ou les coopératives n'ont de coopérative que le nom, comme Sodial : l'agriculteur a beau avoir l'impression d'être un patron, il n'en demeure pas moins soumis aux capitalistes de l'agroalimentaire, de la grande distribution et des banques qui imposent leur quotas et leurs lois. Sur le prix d'un poulet, 30 % revient au producteur et près de 56 % aux transformateurs et distributeurs.

### Il faut une lutte collective des producteurs

Si aujourd'hui certains paysans font faillite ou sont au bord de la faillite, mettent fin à leurs

jours et leurs enfants ne s'imaginent pas reprendre l'exploitation, c'est à cause de cette économie capitaliste de plus en plus folle. Dans ce système absurde, ceux qui nourrissent le pays ne peuvent pas vivre de leur travail et doivent parfois survivre avec le RSA et toucheront des retraites de misère. Je mets en avant des mesures indispensables : un emploi pour tous, un salaire correct. Je tiens aussi à rappeler que beaucoup d'agriculteurs souhaitent vivre de leur travail et non des aides. Mais ce n'est pas la philosophie des gros agriculteurs, qui engrangent la majorité des subventions dans l'opacité la plus totale. Les petits eux, doivent se contenter des miettes et attendre des mois pour toucher les subventions, de la



Pac notamment. Les collectivités locales comme les Régions sont finalement les vaches à lait des capitalistes, elles leur versent des subventions sous des formes diverses et variées. Les travailleurs et producteurs qui vivent de leur travail doivent contester la main mise d'une minorité de grands bourgeois. Ils seraient bien plus à même de diriger la société et de permettre à chacun de vivre de son travail. Je suis pour le contrôle ouvrier sur l'économie et pour en finir avec le secret commercial et bancaire : il faut une lutte collective des producteurs. ■

BRUNO BONNELL / Auralp, la majorité présidentielle (LREM)

## “ On ne peut pas dire que l'agriculture est essentielle et ne pas vouloir la payer ”

Je n'ai pas du tout envie d'aborder le programme de la Région avec une liste à la Prévert pour continuer à garantir une espèce de monde agricole sous perfusion et un dialogue électoraliste. Je suis assez direct dans mes propos, c'est ma caractéristique. On considère que le métier d'agriculteur, c'est un métier d'instinct, d'expérience terrain. On ne lui donne pas véritablement



une qualification d'expertise, de savoirs, de connaissances. Moi, je pense que c'est l'inverse et qu'il faut absolument nobiliser ces métiers. Et la clé, c'est le prix ! Il faut arrêter de faire croire qu'on peut acheter du bio, de la qualité, du local au même prix que des produits qui viennent de n'importe où et qui n'ont pas de valeur gustative ni nutritionnelle. On ne peut pas dire que l'agriculture est essentielle et ne pas vouloir la payer. Si j'ai placé 10 % d'agriculteurs dans mes listes dont deux têtes de liste, je vais aussi m'appuyer sur les organisations existantes. C'est à vous de définir avec nous le plan de mandat !

formation. Elle consiste d'abord à donner envie. La réalité, c'est que si on ne forme pas des femmes et des hommes passionnés qui veulent s'engager pour longtemps, qui sont prêts à prendre des risques, tout ça ne servira à rien. On aura des terres qui finiront soit en consolidation, soit en friche. Il faut mettre au cœur du système la confiance dans les organisations, la formation et l'orientation et montrer que les métiers agricoles sont des métiers d'expertise. Enfin arrêtons de parler de la théorie et faisons de la pratique, notamment sur l'assurance récolte, en y impliquant les transformateurs et les distributeurs. On peut partager la valeur, il faut aussi qu'on partage le risque. Le dialogue et la dignité feront partie de ma démarche. Il faut arrêter de considérer que les uns ont besoin des autres. En fait, nous avons surtout besoin d'une fraternité collective pour valoriser l'agriculture ensemble. ■

une qualification d'expertise, de savoirs, de connaissances. Moi, je pense que c'est l'inverse et qu'il faut absolument nobiliser ces métiers. Et la clé, c'est le prix ! Il faut arrêter de faire croire qu'on peut acheter du bio, de la qualité, du local au même prix que des produits qui viennent de n'importe où et qui n'ont pas de valeur gustative ni nutritionnelle. On ne peut pas dire que l'agriculture est essentielle et ne pas vouloir la payer. Si j'ai placé 10 % d'agriculteurs dans mes listes dont deux têtes de liste, je vais aussi m'appuyer sur les organisations existantes. C'est à vous de définir avec nous le plan de mandat !

### La Région, facilitatrice de moyens, de conseils et d'ingénierie

La Région doit être une facilitatrice, à la fois de moyens, de conseils et d'ingénierie. Elle doit être là pour répondre à vos questions mais elle doit

LAURENT WAUQUIEZ / « La Région avec toutes ses forces » (LR, Modem)

## “ La Région du Goût sera la bataille majeure du prochain mandat ”

Les sujets agricoles pendant cinq ans, je les ai tous traités moi-même très directement, en lien avec Jean-Pierre Taite. Ce sont des sujets qui me passionnent. J'aime ce que j'apprends en étant à vos côtés parce qu'en agriculture on apprend toujours. Il faut concilier à la fois la passion et une très forte technicité. Pendant notre mandat, on n'a pas fait de miracles mais ce qu'on a fait on a toujours essayé de le construire avec l'ensemble de la profession. Nous avons triplé le budget de l'agriculture devenant le premier budget agricole de toutes les régions. Nous avons aussi la DJA de France la plus élevée. Un gros travail sur les filières avec des mesures très concrètes a été effectué. Je remercie les chambres qui nous ont suivis sur des dossiers très techniques. Je pense, par exemple, aux abreuvoirs pour les bovins, à la mise en place de filières fruits y compris des filières un peu spécifiques comme la châtaigne, au travail réalisé sur la peste porcine, sur la forêt ou encore le gros travail enclenché sur la viticulture. Nous avons été présents sur des dossiers emblématiques comme le loup. On a assumé de financer du matériel pour tuer les loups, sujet qui suscite un peu de courage politique dans notre pays.



### Notre budget agricole restera le premier de toutes les régions

Quant à l'ICHN, nous continuerons de la défendre. On le sait, l'introduction des éco-régimes doit se traduire par une obligation d'assolement diversifié, qu'il faudra sans doute qu'on accompagne avec une montée en puissance de cultures type luzerne et betterave. La région du Goût, je ne suis pas satisfait du résultat ! Il faut qu'on aille plus loin. On a commencé à installer la marque mais on n'a

pas de rémunération supplémentaire en face. Ce sera la bataille majeure du prochain mandat. Les agriculteurs veulent vivre du fruit de leur travail. Tout doit être fait pour aller chercher le maximum de retour pour les revenus. Sur le changement climatique nous avons adopté ensemble un plan à 50 M€ qui doit permettre de financer la protection de l'arboriculture, la mise en place des réseaux d'aspersion sur le gel, l'irrigation. Tous les dossiers qui sortiront seront financés. J'en prends l'engagement solennel. Le respect pour nos agriculteurs est indispensable. A chaque fois qu'il y a eu des attaques envers nos agriculteurs, j'ai toujours été présent, en communiquant et en assumant nos idées. Je ne laisserai pas dénigrer l'agriculture de notre région. Dans le prochain mandat, il faudra qu'on soit vigilant sur l'évolution de l'enseignement agricole qui doit rester un enseignement « agricole ». Avec nous c'est la garantie que le budget agricole restera le premier budget de toutes les régions. ■

L'ensemble des propos ont été recueillis par Alison Pelotier et Zoé Beste (restitués dans l'ordre de passage des candidats).